

TEXTE DICTEE

14 mars 2024

Limiter le réchauffement climatique tout en maîtrisant l'endettement

Conscients qu'il sera bientôt trop tard pour espérer limiter le réchauffement de la planète, de nombreux pays prennent des mesures pour réduire leurs émissions. Plusieurs s'appuient sur des mesures de dépenses, telles que l'augmentation des investissements publics et les subventions aux sources d'énergie renouvelables, qui supposent des coûts budgétaires considérables.

L'action climatique contraint les décideurs à des arbitrages difficiles. Recourir à des mesures de dépenses pourrait faire augmenter la part de la dette dans le produit intérieur brut. Un endettement élevé, la hausse des taux d'intérêt et la dégradation des perspectives de croissance pèseront sur l'équilibre des finances publiques. Mais opter pour le *statu quo* rendrait le monde plus vulnérable aux effets du réchauffement climatique. Mettre en place une tarification du carbone donne aux pays la possibilité de générer des recettes supplémentaires. Cette solution est-elle politiquement faisable ?

Les pouvoirs publics font face à un « trilemme » : mettre en œuvre des mesures faisables politiquement, atteindre les objectifs climatiques et assurer la viabilité des finances publiques.

Ils doivent agir avec audace, célérité et coordination, et trouver le dosage idéal pour atténuer les effets du changement climatique.

Avec le soutien de: